

Conseil national des 30 et 31 mars 2018

Résumé de la discussion

Danielle Trannoy – Gironde

Faire grandir des perspectives politiques face au pillage « libre et non faussé » des biens nationaux, des finances publiques, de notre pouvoir d'achat. Tous les socles de l'État-nation sont attaqués. Les luttes des salariés peuvent faire émerger des objectifs politiques pour faire reculer le capitalisme. Toutes les luttes interrogent sur l'emploi, la création des richesses, le rôle de l'État, les nationalisations, les nouveaux services publics, les droits des salariés et leurs représentants sur l'UE, sur la souveraineté populaire, économique, monétaire. Face au rejet de l'UE, des politiques portées par la social-démocratie, les communistes sont interpellés pour faire reculer le gouvernement, et faire un bilan approfondi de la stratégie des dernières décennies s'impose pour un projet communiste.

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

Il y a un décalage paradoxal entre nos difficultés à rassembler les communistes sur les débats de congrès et la réussite des initiatives de terrain. Sur l'industrie, sur l'hôpital, avec nos Parlementaires, nous obtenons des résultats. Si le PCF ne mène pas ces actions de terrain, qui le fera ? Notre parti reste utile. Nous pouvons mettre Macron en difficulté sur la SNCF et les services publics mais l'alternative à gauche reste trop faible. Et pour unir, il faut exister. Besoin donc d'affirmer la place du PCF, qu'il prenne ses initiatives propres et de travailler au rassemblement des forces de gauche pour battre Macron à l'heure où droite et FN se rapprochent.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

À un moment où la révolution numérique avec l'intelligence artificielle (IA) et le big data, est entrain de tout bouleverser dans notre société... où les forces politiques et sociales se réclamant de la transformation sociale sont en crise, et où les acteurs de la révolution numérique progressiste voient leurs ambitions étouffées et dévoyées par le capitalisme digital, le PCF avec les egrn.fr a pris l'initiative que ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter et construisent ensemble, loin de toute fascination technophile ou effroi technophobe, une pensée politique critique de la révolution numérique débouchant sur des luttes émancipatrices.

Il y a une forte contradiction entre le rapport Villani, sur la question essentielle de l'IA contient nombre d'analyses et de propositions bonnes, et la réponse de Macron qui reste sur sa ligne du tout start-up et ne promet que des crédits dérisoires au regard de l'enjeu déterminant que cela constitue pour l'avenir de notre pays.

Denis Durand – Paris

Accompagner le mouvement social et dénoncer la politique de Macron sur des bases « antilibérales » ne suffit plus. Les salariés et les jeunes mobilisés ne peuvent pas se contenter

d'une dénonciation morale de la dette, ni d'arguments préconisant de prendre de l'argent aux riches pour donner aux pauvres sans toucher au pouvoir du capital, qui consiste non pas à décider de la répartition des richesses créées mais à décider de la façon dont ces richesses sont créées à travers le pouvoir de décider de l'utilisation des profits des entreprises, de l'argent créé par les banques et de l'argent public.

Ce qui devient manifeste pour tout le monde, c'est que les enjeux de services publics exigent de poser politiquement les questions de l'utilisation de l'argent, et que ces enjeux sont communs à toute l'Europe.

C'est le moment de tout faire pour donner à nos idées le rôle qu'elles doivent jouer au service du mouvement social, pour le rassemblement à gauche, et pour redonner au PCF la place qu'il devrait avoir dans la vie politique.

Paul Barbazange – Hérault

Le bureau fédéral de l'Hérault a débattu des obstacles rencontrés, des choix des champs d'action des communistes. La question des salaires nous paraît primordiale pour débloquer. C'est sur cela qu'ont manifesté très massivement les retraités face à la baisse des retraites. Nous avons vécu une grève à 100 % d'une « base de la grande distribution ». Parce que le patron réorganisait le travail et diminuait le salaire ! Soyons plus attentifs partout, tout le temps, à cette question des salaires. Communistes, nous disposons d'une théorie qui nous permettra d'éclairer. Y compris d'autres questions : comment combattre les profits du CAC 40, l'évasion fiscale mieux qu'en aidant chaque salarié dans son entreprise dans sa ville et agir pour son salaire. Attention à une « grève par délégation » à des « convergences » dans lesquelles chacun n'irait pas sur ses revendications propres. Les luttes comme le 38^e congrès doivent avoir le paiement de la force de travail au cœur.

Fabienne Haloui – Vaucluse

La tribune de Pierre Laurent sur l'anti-racisme a été très appréciée. Vouloir lutter contre l'antisémitisme et l'islamophobie dans un même mouvement sans les opposer, pointer un racisme institutionnel sous-estimé, des discriminations racistes structurelles sont des analyses permettant de construire un discours anti raciste de gauche.

L'actualité dramatique nous rappelle que pour combattre le racisme nous avons besoin aussi de comprendre ce que sous-tend l'idéologie islamiste qui vise une jeunesse confrontée au déni de francité. Leur discours est celui de l'extrême droite, la construction du eux et du nous mais dans l'autre sens, avec la même essentialisation. Cette fois-ci, c'est la hiérarchisation victimaire, celle des damnés de la Terre. Vous ne serez jamais Français, ils ne veulent pas de vous, le 2 poids 2 mesures, vous comptez moins que les juifs, etc.... Nous devons combattre l'idéologie islamiste en ayant conscience qu'il existe une différence fondamentale entre le fait de s'en prendre à une religion ou à une croyance dominante dans une société, et celui d'attenter ou d'inciter contre la religion d'une des minorités la plus dominée, la plus exploitée.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

De manière assez surprenante, alors que la loi instituant la sélection à l'université est déjà promulguée, des dizaines de milliers d'étudiant-e-s se mettent aujourd'hui en mouvement. Après l'attaque fasciste de Montpellier, nous réclamons la garantie des libertés démocratiques sur les campus, gravement mises en cause ces derniers mois. Nous voulons aussi poursuivre la bataille pour la réussite de toutes et tous et le réinvestissement budgétaire, qui peuvent encore être gagnées ! Ces luttes étudiantes ne pourront se déployer utilement qu'en appui des cheminots et des autres secteurs du monde du travail en lutte. D'ici au 19 avril, il nous reste trois semaines pour offrir au mouvement étudiant de premières victoires, ne ménégeons pas nos efforts ! Dans toutes leurs universités, les étudiant-e-s communistes mettront toute leur énergie au service de cet objectif.

Jacques Maréchal – Moselle

La situation des services publics et de santé exige une mobilisation des usagers pour défendre et reconquérir les services publics à la hauteur des besoins de la population. Les communistes de Moselle engagent une campagne durable sur ce sujet. Nous voulons créer un cadre unitaire propice au débat, à la rencontre et à l'intervention citoyenne. Cette campagne va durer quatre mois, une centaine de points de rencontres sont souhaités, 16 000 tracts seront diffusés. La question des services publics est à la fois un élément de la vie quotidienne et un enjeu de civilisation.

Hélène Bidard – Paris

1995, les plus importantes grèves après 1968, la CGT, entre autres, organise des assemblées intersecteurs, interentreprises... La première grande grève est celle du 24 novembre 1995 où les cheminots convergent vers les manifestations féministes (traditionnelles les 25 novembre contre les violences faites aux femmes) qui luttent pour l'égalité professionnelle. Cela donnera naissance au collectif national droit des femmes. Il est dommage qu'aujourd'hui dans nos textes on divise les luttes « sociales » et « sociétales ». Nous devrions nous concentrer sur l'organisation de la convergence des luttes.

Serge Laybros – Lot

Congrès extraordinaire : dans le Lot, plusieurs idées commencent à émerger. 1) Nécessité d'un bilan critique du Front de gauche, l'espoir qu'il a fait naître, les désillusions qu'il a engendrées ! 2) La candidature Mélenchon nous fait disparaître des écrans-radars ! Ne renouvelons pas cette erreur pour les européennes ! 3) Il est temps de confier les clés de la maison à la nouvelle génération de responsables communistes. 4) Il faut que les bouches s'ouvrent, que les langues se délient, pas de sujet tabou notamment sur la question des directions (au plan national comme au plan départemental).

Nelly Faton – Jura

Les mobilisations qui se développent sont des lieux qui peuvent participer à la réflexion de notre congrès. Pour le moment, les questions de congrès se posent à travers les actions concrètes pour accompagner les luttes, y mettre le sens politique. Luttés pour le service public mais aussi luttes dans le privé. C'est en étant sur le terrain que nous pouvons mieux appréhender ce que doit être notre parti demain. Au plan régional notre travail est d'aider et d'être un lieu d'interpellation. Nous allons aider les maires de toute la région sur le PRS (projet régional de santé) en leur envoyant notre analyse. Nous allons interpellier la présidente de région sur le devenir des petites lignes dans notre région en ayant eu en amont une rencontre avec la CGT cheminots région. C'est par l'action que nous dynamiserons les camarades. Et ainsi ils prendront part à notre congrès. Nous avons dit que nous voulions un congrès dans les luttes, eh bien cela va se vérifier !

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Ce n'est pas du manque de lisibilité dont nous souffrons le plus, mais de visibilité. Les tentatives de déformation dont sont l'objet le PCF et ses propositions sont très fortes. Non, le PCF n'a pas été créé en 1943. Non, le PCF n'est pas « en général » classé à gauche. La réécriture de l'histoire ne doit pas être laissée sans réaction. Les responsables à stigmatiser ne sont pas les journalistes mais les directions de chaîne médiatique. Notre projet de sécurité d'emploi et de formation doit être plus et mieux porté au sein de nos initiatives. Mais il doit s'accompagner d'une dimension à développer concernant la coopération, y compris internationale, en portant l'exigence de co-développement, notamment par le biais de consortium (GIE) plus économe en capital et en coût social, sans sombrer dans le dumping social. Dernier point : la filière sécurité. Elle concerne directement des grandes entreprises : SAFRAN, Oberthur, Sequana, Arjowiggins, Gemalto, Ingenio... Le fonds d'investissement américain Advent International met la main sur près de 90 % du capital, laissant à la BPI un rôle de « forte » ambitions avec ses 5 à 10 %. N'est-on pas face à un véritable scandale ?

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Après quelques épisodes stratégiques historiques forts pour le Parti : Front populaire, programme commun, nous arrivons au bout des années FG. Bilan en demi-teinte avec du positif dans la réussite d'un élargissement citoyen, et très négatif sur l'effacement du PCF en terme de logo ou de candidatures (notamment présidentielle). Alors maintenant, où en est-on ? La situation sociale et politique bouge vite ! Macron dévisse. Mais pas d'alternative politique crédible à gauche. Il faut prendre des initiatives rapides maintenant, à faire valider par les communistes lors du congrès. Appelons formellement à un front populaire. En laissant de la place au mouvement social. En fédérant tous les sans-partis qui ont le cœur à gauche. En invitant les partis de gauche à un travail de projet commun. Et en prenant des initiatives propres au PCF. Batailles immédiates. Avec un appel à nous rejoindre et à nous redonner de la force électorale.

Denis Durand – Mail - Paris

Il faut dans la campagne des européennes une liste qui combatte le projet fédéraliste de Macron, et qui s'attaque au cœur de la construction européenne depuis Maastricht – la banque centrale

prétendue indépendante mais inféodée aux marchés financiers.

C'est le sens de la pétition pour prendre le pouvoir sur la création monétaire de la BCE : un moyen - qu'il faut organiser - de rassembler les communistes dans l'action, au cœur des luttes actuelles pour les services publics.

Le rapport propose une méthode différente : la recherche d'une plate-forme d'entente avec « toutes les forces opposées à Macron », auquel cas que deviennent nos propositions sur l'argent, sur la BCE ? Elles seraient renvoyées à une « campagne autonome », comme en 2017 ?

N'allons pas à reculons aux élections européennes. Allons-y pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation ! C'est en montrant dès à présent que nous y sommes prêts, avec notre liste, que nous pourrions peut-être faire évoluer la situation à gauche et que nous nous donnerons les moyens de redonner au PCF la place qu'il devrait avoir.

Hervé Bramy – Direct Yann – Seine-Saint-Denis

SNCF : nous avons besoin avec les usagers de rappeler que cette entreprise publique est un bien commun, elle appartient à tou-te-s. Aucune décision ne peut être prise sans leur accord. Dans les combats sociaux, les enjeux écologiques sont très présents. Pour le rail, au travers du développement du fret des marchandises et du transport des voyageurs. Plus de trains, c'est moins de pollution. C'est vrai également pour l'énergie avec les barrages car l'eau, ce commun à protéger, est essentiel non seulement pour produire de l'électricité mais aussi pour l'agriculture, les loisirs, etc... La campagne politique nationale que nous lançons, le 8 avril, au barrage du Sautet, en Isère, contre la privatisation des concessions publiques reçoit un bon accueil chez les syndicalistes, les citoyennes déjà mobilisées...D'autres fédérations s'engagent. Avec les assises communistes de l'écologie, les 4 et 5 mai, nous pourrions approfondir nos partis-pris écologiques. Prenons les dispositions pour permettre dans chaque fédération la participation des adhérent-e-s.

Guillaume Roubaud-Quashie – Hauts-de-Seine

1) Certains camarades semblent opposer luttes et congrès : soit les communistes se préoccuperaient des luttes, soit du congrès. Il faut sans doute penser tout cela en épousailles plutôt qu'en alternative. Dans l'Oise, la grande lutte menée contre la fermeture de la maternité de Creil est très riche d'enseignements pour penser stratégie, rassemblement et transformation du Parti. Idem quand Hervé parle de la SNCF comme une structure publique dans laquelle les usagers n'ont pas la main ni les salariés. C'est riche d'enseignements sur la visée communiste. Les initiatives coordonnées et simultanées menées à Paris, dans le Vaucluse, le Lot, sont stimulantes pour le congrès. 2) La préparation du congrès connaît des frémissements : il s'agit de passer aux gros bouillons. La commission texte est à votre disposition pour animer les débats, les fédérations vont être contactées. 3) Notre responsabilité de direction, comme CN, est de faire reculer la petite musique : « ce congrès ne changera rien » ; « ce congrès sera ordinaire ». Il ne dépend que de nous de procéder avec esprit de souveraineté. Dans l'Ardèche, par exemple, ils ont fait une grosse réunion avec des sympathisants sur les enjeux du congrès.

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

1) La bataille démocratique sur les universités est fondamentale. La volonté du président de l'université de Lorraine, et même de la ministre, d'interdire une rencontre avec un sénateur communiste lundi dernier est très grave. La décision de maintenir a été très bien reçue des étudiants et personnels, autant que l'intervention de grande qualité de Pierre Ouzoulias. 2) La situation a ceci de positif qu'elle remet le Parti en mouvement, après la séquence de 2017. Ouvre des possibilités pour reprendre des initiatives propres et regagner une visibilité autour de propositions. Le manque de perspectives politiques pèse et va continuer de peser sur la mobilisation sociale. En plus de ses propres initiatives, le Parti doit être à l'offensive pour encourager les expressions et initiatives communes des forces de gauche et écologistes, en soutien aux mobilisations et autour de propositions alternatives à la politique de Macron.

Mylène Vesentini – Aude

Dans mon département, on a initié des débats sur la sécurité sociale, avec la venue d'André Chassaigne, on a mis en valeur le travail de nos parlementaires. Avec nos distributions de tracts dans les gares, sur les marchés, non seulement on soutient la lutte des cheminots mais on est porteur de propositions. Alors oui, on est dans le congrès. Et c'est à partir de ces rencontres, échanges, que nous nourrissons notre congrès. Quand nous rencontrons des syndicalistes on entend leurs revendications, on met en débat nos propositions avec eux. Même sur la stratégie, sur quel rassemblement, servons-nous de toutes ces expériences.

Jacques Maréchal – Moselle

Les régions frontalières sont au cœur de l'Europe et de ses orientations. La massification du travail frontalier témoigne d'un sous-développement et d'insuffisance d'emplois dans ces départements. Régions et salariés sont confrontés à des logiques de domination. Hommes et territoires sont en souffrance à cause de l'Europe du dumping social et de la mise en concurrence des salaires. Cette réalité est particulièrement forte dans l'espace autour du Luxembourg qui tente d'imposer sa logique libérale. A l'occasion des européennes, nous pourrions porter des propositions pour un meilleur partage de la valeur ajoutée et pour sécuriser les travailleurs et les régions frontalières.

Nathalie Marchand-Carliez – Somme

Nous entrons dans une intense bataille politique sociale. La question pour nous est d'élever le niveau des mobilisations : être forts sur la contestation de la politique Macron, être forts sur l'idée que c'est nous qui défendons l'intérêt général. Dans cet esprit, nos propositions de loi, pour un véritable service ferroviaire public ou pour l'hôpital, rencontrent de l'écho. Faire de la pédagogie de la lutte. Concernant la bataille des européennes, il nous faut travailler le rassemblement. Je pense que notre liste devrait avoir l'empreinte du mouvement « SOCIAL » en liaison avec les luttes en cours et je partage l'idée de l'appel. Etre également présents partout et accentuer fortement la dimension sociale de l'Europe que nous voulons incarner et l'idée d'une autre utilisation de l'argent. Etre porteur de causes : l'accueil des migrants, les services publics, les droits au travail, la protection sociale, la démocratie sociale. Intervenir face aux logiques de domination

du capital. Insister sur le fait que nous voulons incarner la gauche qui veut changer l'Europe sans en sortir. C'est pour moi important de dire cela, car une ligne de sortie de l'Europe est perçue par bon nombre de gens comme une impasse.

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

La proposition que nous formulons est pour l'instant insuffisante. Nous avons besoin de préciser les choix possibles pour ne pas reproduire les écueils des derniers choix stratégiques qui ont été douloureux pour les communistes. Besoin d'engager au plus vite 5 ou 6 chefs de file nationaux et de travailler aux critères de candidatures. Deux choix stratégiques sont possibles : une liste d'orientation communiste ouverte au mouvement social ou une liste de large rassemblement assumant des différences comme des objectifs de combats prioritaires à l'échelle européenne. Mettons tous les éléments du débat dans les mains des communistes pour leur permettre de trancher dans la clarté.

Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne

On ne peut pas envisager cette élection européenne sans tenir compte de notre stratégie désastreuse à la présidentielle, ni déconnecter celle-ci des travaux du congrès. Nous devons être visibles, lisibles et refuser les fausses alternatives, entre fédéralisme et sortie de l'euro, qui ne permettront pas de dépasser le capitalisme. Nous devons porter des propositions communistes comme arracher la BCE aux marchés et l'obliger à utiliser l'argent autrement. Il faut maintenant définir les critères qui permettront de mettre nos candidats rapidement en campagne et chercher des alliances sur la base d'un contenu de classe. Il faut aussi regarder avec discernement l'expérience grecque et en tirer les conséquences de manière collective, puis faire de la bataille contre le fascisme un axe majeur de notre campagne.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

1) Rectifions notre stratégie. Il faut une liste du PCF ouverte sur une base de classe, sous peine de retomber dans l'ornière de « Bouge l'Europe » où certains étaient pour l'intervention militaire en Yougoslavie. 2) Avoir une position communiste face à l'UE du capital. Notre parti est historiquement contre l'UE capitaliste. Marx déclarait : « Le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationalement dirigeante, devenir lui-même la nation ». Nous avons gagné en 1952 sur la CED et en 92 nous avons mené une juste lutte contre Maastricht. Depuis, la « mutation » nous a raliés à l'Europe du capital que l'on veut que réformer. Non, c'est la rupture avec l'UE du capital qui doit être notre position. Rupture avec l'UE dont ses directives contre les cheminots et abrogeons tous les traités, voilà la bonne position qui nous placerait sur de bons rails.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Commencer à travailler à nos porte-parole et nos propositions. Entrer en campagne, sans renoncer au rassemblement, pour travailler les rapports de force permettant du « bon »

rassemblement. Sur le programme : être très concrets sur nos 14 propositions. Les traduire en propositions simples et appropriables. Avoir, parmi ces 14 propositions, seulement 1 ou 2 idées phares qui correspondent à l'attente des électeurs de gauche (cf. sondage ViaVoice) : 1) le social. Réclamer un SMIC européen par le haut (à chiffrer). 2) l'écologie : plan d'urgence contre le réchauffement climatique avec fret et ferroutage obligatoires et grands travaux ferroviaires créateurs d'emplois. Avec quel fric : on touche au magot européen avec appropriation de la BCE et lutte contre l'évasion fiscale. Sur le titre de liste, un slogan type : « révolutionner l'Europe » serait plus punchy !

Frédéric Genevée – Val-de-Marne

Résolution trop longue. Nous avons raison de décrire le piège entre repli nationaliste et fuite en avant libérale. Mais nous devons, après avoir critiqué fortement l'UE actuelle, expliciter les voies du changement et ne pas en rester au ni-ni. Affirmer le besoin d'une autre Europe, travailler nos propositions, travailler aux luttes transnationales, aller au-delà du forum de Marseille ; enfin dire que la France n'est pas la Grèce et que notre pays peut désobéir aux traités et aux directives. Sur le rassemblement, oui il ne faut pas renoncer au rassemblement des forces progressistes. Si nous sommes vertébrés nous résoudrons notre débat entre liste communiste et liste de rassemblement.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Ne participons pas au discours « simpliste » anti-européen. Par exemple, ce n'est pas l'Europe qui décide un processus dérogatoire pour fermer la frontière franco-italienne aux migrants qui coûte 50 000 euros/jours, c'est l'État français, tout comme la politique des visas. Nous avons besoin de porter la nécessité d'une Europe solidaire et humaine, de redonner de l'espoir en un projet européen social. Rappelons-nous que le PCF et le Front de gauche ont permis l'élection d'une députée européenne « d'ouverture » M.-C. Vergiat. Les élections européennes ne se joueront pas seulement sur les questions économiques mais aussi de liberté individuelle et collective. Nous avons alors besoin de cet appel clair de rassemblement des forces de gauche, progressistes et écologiques, pour ouvrir des brèches contre le libéralisme économique et le repli nationaliste. Le temps des noms, des porte-parole, des candidats viendra plus tard.

Vincent Boulet – Paris

La question européenne, dans un contexte de décompositions économiques, sociales, politiques et idéologiques, revient à poser la question de l'articulation entre ce que les peuples peuvent porter au niveau national et ce qui relève de coopérations européennes. C'est la question de la modalité d'exercice de la souveraineté populaire. De même, la question du rassemblement et celle de la visibilité du Parti doivent être prises simultanément. C'est ce faisant une offre politique à la gauche politique et sociale que le PCF aura prise sur le champ politique. Cette offre politique, posant les enjeux historiques et les risques majeurs de régression, peut porter sur quelques points ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE : démocratie, égalité des droits, utilisation de l'argent, services publics, système européen de salaires minimum.

Adrien Tiberti – Paris

Pour s'opposer à l'Europe du capital, il faut construire un rassemblement large : du NPA à la FI en passant par Génération.s et EELV. Seule une liste de cette ampleur pourra être en mesure de battre la liste Macron, représentant de l'Europe du capital. Mais pas de naïveté, nos partenaires potentiels n'ont pas intérêt à ce rassemblement car le scrutin proportionnel offre la possibilité de se compter... Nous devons donc entrer en campagne rapidement et cela n'est possible qu'en désignant des chefs de file. Ils auront à porter le drapeau de l'union et nos propositions.

Dominique Tripet – Loiret

Défendre les droits des femmes, ce n'est pas qu'un item dans un texte. Il nous faut chausser nos lunettes féministes pour reconnaître que lorsque nous défendons les services publics, majoritairement ce sont des femmes qui en sont usagères, idem pour les transports publics, etc. Quand se profile aux européennes, nombre d'élu.e-s bleu, très bleu, ce sont les droits des femmes qui vont être attaqués rapidement et violemment en premier : attaques sur droit IVG (Pologne, Italie, Espagne), sur l'accès à la contraception, la santé (plus de praticiennes pour dépister cancer utérus, sein, etc.). Attaques sur l'école maternelle, avec professeur.e-s des écoles déplacé.e-s pour dédoublement classe de CP. Pas de crèche. Retour à la maison des femmes. N'ayons pas peur, luttons ensemble, femmes et hommes. Quelle société voulons-nous ? Egaux et égales !

Bora Yilmaz – Meurthe et Moselle

1) C'est très positif d'entrer en campagne dès aujourd'hui, dans une situation politique et sociale qui permet au PCF de se remettre en mouvement après la séquence catastrophique de 2017, et parce que, si on est convaincu de la nécessité de travailler à des convergences, il faut commencer par affirmer les bases sur lesquelles rassembler. 2) Pour entrer en campagne, il faut de l'incarnation, je regrette que nous ne soyons pas en capacité de mettre dès aujourd'hui un groupe de porte-parole qui mette en valeur le travail des sortants, le travail du secteur Europe avec Anne et la représentation du Parti dans les régions. 3) Il faut mener le débat tactique, pas seulement un vague débat stratégique à long terme. Quels moyens mettre en œuvre pour cette bataille de mai 2019 ? En l'état des rapports de force, si nous avons 4 ou 5 listes sur notre espace politique (entre Macron et Mélenchon), nous risquons d'être inaudibles sur notre vision de l'Europe, si pertinente soit-elle, et de tous courir à l'échec.

Patrick Le Hyaric – Seine-Saint-Denis

Nous pouvons et devons mener une belle bataille pour une évolution révolutionnaire de la construction européenne en articulant bien la vie réelle, les aspirations, les luttes à un nouveau projet européen aux services des peuples, co-construit par eux. Porter l'enjeu démocratique comme but et moyen d'une refondation progressiste avec nos propositions de fonds européen par le développement humain et environnemental, l'appropriation sociale et publique de la BCE et de l'euro, le combat contre l'évasion fiscale, des propositions audacieuses pour la jeunesse, porter mieux les enjeux du travail sécurisé combinés avec la formation dans toute l'Europe, un projet solidaire avec les salariés ici et dans les autres pays européens. L'alternative n'est pas entre intégration capitaliste plus poussée national-capitalisme ou frexit mais capitalexit

Françoise Fiter – Pyrénées-Orientales

La situation en Catalogne se dégrade alors qu'il s'agissait au départ d'une démarche pacifique des indépendantistes, qu'on la partage ou pas. Les arrestations se poursuivent, Carles Puigdemont est menacé d'extradition. Portons haut dans la bataille européenne cette question de l'attaque gravissime au cœur de l'Europe contre les droits et libertés démocratiques fondamentaux du peuple catalan et de ses élu-e-s. Face au silence assourdissant des dirigeants européens, au soutien sans condition de Macron à Madrid, faisons grandir notre mobilisation, nos actions et expressions de solidarité. D'ores et déjà notre intervention est appréciée. Continuons !

Bob Injey – Alpes-Maritimes

Le rassemblement est un exercice difficile et complexe. Si on désigne maintenant 4 porte-parole/candidats, on envoie le message que nous fermons la porte à un rassemblement, même si c'est difficile à construire. Et s'il suffisait de désigner des porte-parole pour exister on le saurait depuis longtemps. Notre problème, pour être visibles il faut déjà être lisibles. Ce n'est pas le cas de la résolution qui va désespérer les communistes qui veulent pouvoir lire des choses claires, incisives et qui leur soient utiles pour rayonner autour d'eux.

Raphaël Debu – Rhône

Notre position sur l'UE est complexe, nous l'assumons et devons donc être très clairs dans nos propositions. Ainsi fusionner les fils rouges 1&2 et ordonner les axes selon ses 3 points. Cette parole doit impérativement être incarnée par 4 porte-parole, parce que c'est en étant dynamiques qu'on sera attractifs. Et c'est avec cette équipe « locomotive » qu'on pourra mettre en mouvement les camarades, populariser notre projet et vision, et donc construire un rapport de force utile dans la société. Et c'est dans cette position que l'on pourra discuter de rassemblement. Enfin, proposition de slogan : « Europe : Liberté, Egalité, Fraternité », en concordance avec les fils rouges.

43 Haloui Fabienne – Mail - Vaucluse

Nous affirmons vouloir apparaître comme une force de proposition car trop identifiés à une force CONTRE sauf que cela n'apparaît pas dans le texte qui propose des affirmations négatives. Je propose un titre qui induise à la fois le besoin de changement et celui de l'action et du nécessaire rapport de forces à construire : « L'EUROPE ON LA CHANGE OU ON LA BLOQUE ! » en affirmant notre vision de l'égalité, de la solidarité de classe entre européens contre néo-libéraux et l'extrême droite, et en réaffirmant notre opposition à la sortie de l'Euro et de l'Union européenne ainsi qu'à l'indépendantisme français.

Inscrivons notre démarche dans un processus de rassemblement des forces progressistes articulant niveau national et niveau européen car l'enjeu est bien de peser à l'échelle européenne et mondiale. Portons à la connaissance des communistes les interventions de nos deux députés européens Marie-Pierre Vieu et Patrick Le Hyaric qui permettent de saisir tous les enjeux. Je suis opposée à la désignation de porte-paroles, notre objectif premier est d'afficher notre volonté de rassemblement

Gisèle Malaval – Aube

Pour rassembler il faut exister : les communistes doivent d'abord faire connaître leur projet pour l'Europe avec des porte-parole, en partant de thèmes liés à la lutte contre le capitalisme servi par les gouvernements au pouvoir en UE (BCE, écologie, précarité de la situation des femmes, services publics...) Le rassemblement se fera ensuite et probablement sans les appareils politiques mais avec les forces syndicales, associatives et les citoyens. Les communistes sont prêts à se lancer dans la campagne si on ne leur demande pas de mettre leur drapeau dans leur poche.

Yves Jamain – Vienne

On va en baver pour un moment, il faut préparer l'avenir. Avoir une stratégie sur le long terme, et que les élections européennes s'inscrivent dans cette stratégie. Besoin d'une ligne claire, lisible, cohérente dans le temps et l'espace, dans la durée, qui permette d'être identifiés sur quelques grandes idées. Il y a une idéologie qui considère que le taux de profit est plus important que les humains. Porter la révolte, une société de partage... le social et l'écologie sont deux préoccupations majeures. « L'Humain d'abord » reste un mot d'ordre qui parle, « une France libre et souveraine dans une Europe solidaire », « on la change ou on la bloque » ça parle aussi. Identifier les cibles, les messages pour les atteindre et continuer de marteler. Les communistes ont certainement une reconnaissance de porter toujours le rassemblement il ne s'agit pas de casser cela. Pour autant il ne faut pas non-plus être les derniers à partir en campagne.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

LERM-Modem veut faire de ce 1er test électoral une confirmation de 2017 (les partielles montrent une difficulté à convaincre au-delà de son socle électoral, à remporter des élections à deux tours) et un acte fondateur d'une majorité libérale-compatible au niveau européen, alors que les partis d'extrême-droite, de droite eurosceptiques ont connu une forte progression dans l'UE (ex :Italie). Porter et défendre nos idées doit permettre de déjouer le piège que va utiliser la majorité présidentielle, celui d'un référendum pour ou contre l'Europe. Une difficulté grandit : pour les citoyens se situer proche d'un parti alors plus de 90% d'entre eux se situe sur une échelle gauche/droite. S'identifier à un camp reste d'actualité. Ce camp se construit sur des idées fortes, l'action concrète avec l'objectif mis en partage, tant socialement que politiquement, de gagner des reculs, voir des victoires. Contenus transformateurs et volonté d'une plateforme commune, les deux caractérisent une politique de rassemblement.

Vincent Bouget – Gard

Pour les élections européennes, il y a la nécessité de partir du mouvement social, de poser les questions politiques à partir des expériences de ceux qui luttent. Il faut avoir l'ambition de faire rentrer les communistes, et au-delà tous ceux qui luttent, dans le débat. C'est d'abord l'expression de propositions claires, lisibles, de rupture, qui permettront de faire grandir la conscience politique et de repolitiser sur le fond la question de ces élections. Nous avons déjà des porte-parole, en nommer d'autres aujourd'hui reviendrait à annoncer des candidats. Il faut travailler dans une démarche politique globale. Pour les européennes, il faut clarifier entre nous certains points (euro, plan B...) être identifiés à quelques thèmes, et ne pas avoir peur de marquer une

critique forte sur l'UE. Nous devons porter le rassemblement, le rendre inévitable. Deux propositions : une expression forte sur la fin du FEAD (Fonds européen d'aide aux plus démunis) et une marche sur Bruxelles.

Amandine Demore – Isère

La question de l'égalité femmes-hommes doit être transversale. Cela passe dans un premier temps par la féminisation de tous nos documents afin de s'adresser à toutes et à tous. Nous devons également ne pas oublier la question de l'égalité salariale dans les grands enjeux pour l'Europe demain. Oui pour désigner rapidement des porte-parole. Non à des candidat-e-s dans l'immédiat afin de mener le plus sereinement possible le travail primordial de rassemblement.

Mahama Compaoré – Calvados

La mondialisation actuelle est capitaliste et guerrière. Capitaliste parce qu'il y a concentration de la richesse aux mains d'une poignée qui ne reculent devant rien. Le retour de la politique de blocs doit nous interpeller. La réélection de Poutine avec la manière que nous connaissons, la présidence à vie que Xi Jinping a obtenu en Chine préparent des affrontements de nature stratégique, politique, économique...) Les guerres (Proche et Moyen-Orient) prolongent ce qui va préfigurer demain la guerre bloc contre bloc. Dans ce contexte, quelle peut être notre ambition pour l'Europe ? : une Europe pour les gens avec leurs préoccupations ; une Europe pour la paix ; une Europe accueillante (avec le problème des migrants en militant contre les « dublinés »). Sur l'incarnation et le rassemblement, préparons-nous à aller avec des camarades ; en premier lieu, nos élu-e-s sortant-e-s et en même temps porter le rassemblement à gauche.

Aline Guitard – Rhône

Je suis d'accord pour articuler la campagne autour des fils rouges, en ayant un message percutant et positif, en affichant fortement ce que l'on porte et propose plutôt qu'être dans une rhétorique de l'opposition. Je crois également que nous devons sortir de l'opposition entre les idées, le fond et ceux qui les portent et l'incarnent. Si les idées, les valeurs sont essentielles pour nous, le système médiatique fait que sans une incarnation forte, les idées ne passent pas, ne portent pas. Nous devons d'ici au CN de juin avoir défini des critères et avoir des noms à proposer (sortants, syndicalistes, diversité...) pour entrer en campagne médiatique vite. Car rassembler ce n'est pas s'excuser ou se cacher, c'est aller à la table des négociations en étant clair et identifié.

56 André Mondange – Isère (?)

Je partage l'idée que nous devons être les porte-drapeaux de l'unité, du rassemblement, pour les européennes s'il y a alliances avec d'autres forces politiques, elles doivent se faire sur un vrai projet politique. Il faut, à mon avis, que l'on soit porteurs d'une politique européenne de coopération industrielle de type Airbus, il faut aussi que nous soyons porteurs d'une politique européenne de l'écologie, avec par exemple une harmonisation des normes, des règles, notamment dans l'industrie, sur les questions environnementales, sur les règles et le suivi médical

des travailleuses et des travailleurs. Comment accepter que l'Allemagne après sa décision d'arrêt du nucléaire pour soi-disant des raisons de sécurité et de protection environnementale relance à fond l'exploitation du charbon ? Sur les questions de protection de la santé des travailleuses et des travailleurs, il y a encore des pays européens où l'amiante n'est pas interdite, ou des femmes enceintes sont exposées à des produits qui agissent sur la génétique. Nous pourrions être porteurs d'une proposition pour un suivi longitudinal de tous les salariés qui travaillent dans les industries à risques avec un carnet de santé qui suive les salariés avec toutes les expositions auxquelles ils ont été contraints durant leurs carrières.

Toutes ces questions sont d'ores et déjà posées, voulons-nous vivre pour travailler, ou considérons-nous que le travail et tout le travail peut et doit être un élément parmi d'autres pour vivre dignement ?

Laurent Péréa – Dordogne

Bien mesurer les choix européens notamment des migrants, c'est aussi des choix avant tout nationaux, des choix français ici. Donc, une question : est-ce que le tapis va continuer à se dérouler à l'aune de ces européennes ? Sur la question des migrants, d'un côté il faut solidarité, afin d'alimenter débat politique. En ça, le Manifeste sur les migrants, que nous avons travaillé avec d'autres, peut être un outil de la bataille européenne qui s'ouvre en termes de vision humaniste de la société. Une autre question importante, celle de la démocratie et souveraineté populaire minée en permanence par les néo-libéraux. Besoin de faire front contre ce qu'ils activent pour passer outre des résistances. Les résolutions et déclarations reprennent bien ces axes de bataille. Sur candidatures, attention en précipitant le débat trop tôt, à ne pas rabougir notre démarche de rassemblement. Travailler d'abord notre intervention à partir de la vie concrète et des attentes que quelque chose se passe enfin à gauche.

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani, Monique Renault.